

RELIEF INTERNATIONAL - FRANCE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
21 rue de la Vanne
92120 MONTROUGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RELIEF INTERNATIONAL - FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
21 rue de la Vanne
92120 MONTRouGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association RELIEF INTERNATIONAL - FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RELIEF INTERNATIONAL - FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2.2 « événements post clôture » de l'annexe des comptes annuels expliquant l'impact du changement d'administration aux USA ayant impliqué début 2025 la signature de décrets ordonnant le gel et la suspension d'une majorité des aides américaines au financement des programmes humanitaires.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Vérification des comptes inter-entités et revalorisation en Euro

⇒ Description du sujet

Votre association réalise ses projets dans des pays d'intervention en collaboration avec les entités RELIEF INTERNATIONAL US et RELIEF INTERNATIONAL UK, formant l'Alliance RELIEF INTERNATIONAL. Les opérations financières, en lien avec les opérations effectuées en devises, transitent par des comptes inter-entités reflétant la position comptable de l'association RELIEF INTERNATIONAL France vis-à-vis des deux autres entités.

A la date de clôture de l'exercice, le montant des comptes inter-entités est valorisé en euros en tenant compte de la méthodologie décrite dans l'annexe des comptes annuels, note « 3.4 POLITIQUE DE CHANGE ».

⇒ Nos diligences

Afin de nous assurer que le montant du compte inter-entités est conforme à la date de clôture des comptes annuels, nous avons réalisé les vérifications suivantes :

- contrôle des soldes inter-entités et rapprochement avec les comptes annuels des deux autres entités de l'Alliance,
- demande de déclaration aux équipes de direction des entités de l'Alliance sur la position à la date de clôture,
- revue par échantillonnage de la correcte application de la politique de change à la date de clôture et vérification de la cohérence globale dans l'utilisation des taux mensuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime

nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il

attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charbonnières,
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUVERGNE RHONE ALPES

Laurent SIMO

Signé par Laurent Simo
Le 3 sept. 2025

In Extenso
signature électronique

doc_y7d
tx_JAZZr7Ay1zQg

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPTES ANNUELS

1. BILAN ACTIF

BILAN ACTIF

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	19,599	-19,599		
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				395,058
TOTAL (I)	19,599	-19,599		395,058
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés				15,372,977
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	17,271,702		17,271,702	2,803,252
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4,513,026		4,513,026	628,874
Charges constatées d'avance				
TOTAL (III)	21,784,728		21,784,728	18,805,103
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	4,266		4,266	81,941
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	21,808,593	-19,599	21,788,994	19,282,102

2. BILAN PASSIF

BILAN PASSIF

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	94,364	88,073
Excédent ou déficit de l'exercice	22,259	6,291
Situation nette (sous-total)	116,623	94,364
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	116,623	94,364
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (III)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	72,000	83,000
Provisions pour charges		
TOTAL (IV)	72,000	83,000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18,469	12,685
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	173,826	109,547
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2,305,964	2,872,599
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	19,102,113	16,109,907
TOTAL (V)	21,600,371	19,104,738
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	21,788,994	19,282,102

3. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	11,158	5,858
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	24,271,404	27,743,637
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	903,324	551,283
TOTAL I	25,185,885	28,300,778
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2,171,778	2,471,018
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	20,097,099	23,442,598
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	48,486	25,466
Salaires et traitements	653,110	380,791
Charges sociales	284,011	164,848
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1,993,919	1,807,964
TOTAL II	25,248,403	28,292,684
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-62,518	8,094
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	95,310	5,016
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	95,310	5,016
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	848	6,820
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	848	6,820
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	94,462	-1,803
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	31,944	6,291

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	83,000.00	
TOTAL V	83,000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	72,000.00	
TOTAL VI	72,000	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	11,000	
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20,685	
Total des produits (I+III+V)	25,364,195	28,305,794
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	25,341,936	28,299,504
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	22,259	6,291
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	31,132	561,876
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	31,132	561,876
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	31,132	561,876
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	31,132	561,876

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Relief International-France fait partie de l'Alliance Relief International composée de trois organisations internationales à but non lucratif qui s'associent aux communautés touchées par les conflits, le changement climatique et les catastrophes pour sauver des vies, renforcer la résilience et promouvoir la santé et le bien-être à long terme. Nous sommes partenaires de Relief International US et Relief International UK dans la réalisation de cette mission.

La poursuite de notre mission est également étayée par un ensemble de six capacités fondamentales qui définissent qui nous sommes et comment nous fonctionnons. Ces capacités sont non seulement essentielles à la réalisation de notre mission, mais elles reflètent également les valeurs et les principes qui guident nos actions. Pour remplir cette mission avec succès, nous reconnaissons l'importance d'incarner ces capacités fondamentales dans l'ensemble de notre organisation.

Nos capacités fondamentales sont les suivantes

1. **La sécurité** : Nous veillons à ce que les communautés affectées aient accès à des programmes sûrs et inclusifs, en mettant l'accent sur la protection.

2. **Véritablement locale** : Nous travaillons aux côtés des communautés pour renforcer leur résilience. Pour ce faire, nous investissons dans les capacités du personnel local et nous nous appuyons sur le leadership des partenaires, des organisations et des institutions locales.

3. **Aller plus loin** : Nous nous surpassons pour garantir l'accès aux services dans les zones les plus difficiles d'accès en période de crise, de déplacement et de défaillance des systèmes.

4. **Sensible aux conflits** : Nous promouvons une programmation éthique et adaptée au contexte dans les zones de conflit et les environnements politiques difficiles. Notre travail s'appuie sur l'acceptation de la communauté et l'analyse dynamique des conflits.

5. **Climat intelligent** : Nous développons la capacité locale à se préparer et à répondre aux chocs climatiques, avec des solutions vertes, numériques et hors réseau.

6. **Fondée sur des données probantes** : Nous investissons dans l'apprentissage et l'analyse. Des données probantes éclairent nos actions, notre plaidoyer et stimulent la qualité, l'adaptation et l'innovation de nos programmes.

Nous sommes guidés par les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

Notre stratégie

La santé et le bien-être, notre positionnement stratégique, sont au cœur de tout ce que nous faisons. D'un point de vue philosophique, il s'agit de l'étoile directrice de Relief International.

Nous pensons qu'une communauté résiliente est une communauté qui bénéficie activement des opportunités d'amélioration de la santé et du bien-être, et nous, à Relief International, jouons un rôle crucial en tirant ces fils ensemble. Nous renforçons la résilience et promouvons la santé et le bien-être à long terme en combinant différentes approches sectorielles qui fonctionnent en tandem et en utilisant efficacement nos capacités de base, qui sont essentielles à la réalisation de notre mission.

Nous visons à :

- Intégrer l'opportunité économique, l'éducation, la santé et la nutrition, et les programmes WASH (eau, assainissement et santé) et intégrer le changement climatique et les conflits pour renforcer la résilience des communautés ;
- Établir des partenariats avec des parties prenantes des secteurs privé, public et de la société civile afin de renforcer de manière globale la résilience des communautés face au changement climatique et aux conflits ; et
- Identifier, tester et aider à mettre à l'échelle les idées transformatrices qui peuvent maximiser la résilience des communautés dans des contextes fragiles face au changement climatique et/ou aux conflits.

2. FAITS SIGNIFICATIFS

2.1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En 2024, Relief International a continué de donner la priorité à l'équité en matière de santé en tant que fondement de la résilience des communautés, en se concentrant sur le renforcement des systèmes de santé, l'élargissement de l'accès aux services essentiels et l'approfondissement du leadership local. Notre travail s'est étendu à 15 pays, soutenant les communautés touchées par les conflits, le changement climatique et les catastrophes.

Les principales priorités stratégiques sont les suivantes

- Renforcer les systèmes de santé - Nous visons à fournir et à étendre nos services de santé à des millions de personnes dans le besoin.
- Renforcer le leadership local - Nous visons à être véritablement locaux dans notre programmation, avec plus de 95 % de notre personnel issu des communautés que nous servons.
- Développer la réponse aux crises et la programmation de la résilience - Nous visons à développer notre travail dans certaines des régions les plus fragiles du monde.
- Promouvoir une programmation fondée sur des données probantes et sensible aux conflits - Notre objectif était de finaliser et de publier des livres blancs sur nos compétences de base - Sécurité, Vraiment Local, Aller plus loin, sensible aux conflits, Intelligence climatique et Fondé sur des données probantes - afin de fournir un cadre clair pour l'apprentissage et la responsabilisation de l'organisation.
- Faire progresser les approches intelligentes face au climat - Nous avons cherché à nous concentrer davantage sur la résilience climatique, la préparation aux catastrophes et la programmation adaptative, en particulier dans les régions sujettes aux inondations et à la sécheresse, telles que le Pakistan et les Philippines.

Ces priorités ont été guidées par notre stratégie 2023-2028, qui met l'accent sur une approche intégrée de la résilience, en veillant à ce que les programmes de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que les programmes relatifs aux moyens de subsistance, travaillent ensemble pour briser le cycle de la sécheresse et des inondations.

Réalisations et performances

Relief International a eu un impact mesurable en 2024, améliorant directement la santé et la résilience de millions de personnes. Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des principales réalisations alignées sur nos objectifs organisationnels et sur les principaux objectifs du cadre de résultats et de la mise en œuvre de la stratégie :

9

Impact sur la santé et la résilience :

- Plus de 11 millions de services essentiels ont été fournis, dont 7 millions de consultations médicales dans nos plus de 1 000 établissements de santé. Il s'agit notamment de soins maternels, de traitement de la malnutrition, de prévention des maladies infectieuses et de soutien à la santé mentale.
- Nous avons renforcé notre engagement en faveur d'une programmation véritablement locale, 98 % de notre personnel étant issu des communautés que nous servons. Nous avons investi dans des initiatives de renforcement des capacités pour consolider le leadership et les partenariats locaux.
- Expansion des soins de santé primaires et secondaires dans les situations de crise, notamment en Afghanistan, au Soudan et en Syrie.
- Nous avons lancé de nouveaux programmes à Gaza, étendu nos activités au Soudan et en Afghanistan, et maintenu des services essentiels au Sud-Soudan, en Syrie et au Yémen. Notre capacité à rester opérationnels dans les zones de conflit a été une réussite majeure.

Stratégie et gouvernance :

- La théorie globale du changement a été finalisée en novembre 2024.
- Quatre pays pilotes (Liban, Pakistan, Soudan du Sud, Yémen) ont développé des théories du changement adaptées à la vision globale de Relief International.
- De nouvelles stratégies nationales ont été élaborées pour refléter la carte stratégique 2023-2028 et les capacités essentielles.
- Les livres blancs sur les capacités fondamentales (Safe, Truly Local et Going the Distance) ont été finalisés et partagés avec le conseil d'administration de la Fondation.
- Début des travaux sur les livres blancs relatifs aux capacités de base intelligentes face au climat, fondées sur des données probantes et sensibles aux conflits, dont la rédaction devrait se poursuivre en 2025.

Résilience et croissance opérationnelles :

- Maintien des opérations dans les zones de conflit malgré des problèmes de sécurité et de logistique extrêmes.
- Mise à l'échelle des chaînes d'approvisionnement humanitaire, garantissant que les fournitures médicales essentielles atteignent les zones touchées par les conflits.
- Investissement dans une programmation pluriannuelle et durable, positionnant le Rotary pour un impact à long terme.

Ces réalisations démontrent la profondeur et l'étendue de l'impact de Relief International, de l'élargissement de la réponse d'urgence au renforcement de la résilience à long terme par le biais d'investissements stratégiques dans la santé, le leadership et la durabilité.

2.2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Au début de l'année 2025, le secteur humanitaire a subi une série de chocs émanant du démantèlement de l'USAID par la nouvelle administration américaine. Cela a affecté notre partenaire de l'Alliance, RI-US, de manière significative et, comme nous partageons la même équipe de direction, cela a eu un effet considérable sur RI-France. Cette décision n'a pas d'impact sur la clôture des comptes 2024. Cependant, les mesures prises en février et mars 2025 pour redimensionner l'équipe de management ont permis de réorganiser les coûts centraux en ligne avec le montant réduit des recettes indirectes disponibles pour financer les coûts centraux. Pour ce qui est de l'avenir, nous anticipons un risque que certaines de nos sources de revenus soient réduites en raison de la réduction du financement de certains organismes des Nations unies. Toutefois, la plupart de nos bailleurs de fonds continuent à financer les types de projets pour lesquels nous sommes spécialisés. Nous prévoyons une certaine réduction des revenus en 2025 et au-delà, mais notre base de coûts réduite signifie que nous pouvons encore réaliser le travail qui nous est proposé dans le cadre de nos moyens budgétaires.

3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. PÉRIMÈTRES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de l'Association RELIEF INTERNATIONAL FRANCE au 31 décembre 2024 ont été établis en euros, conformément aux règles fixées par le PCG (règlement ANC n° 2014-03) et le règlement ANC n° 2018-06 (modifié) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.2. LEGS, DONATIONS ET DONS MANUELS

A compter du 1er janvier 2020, en application du règlement ANC °2018-06, l'ensemble des legs et donations sont comptabilisés dans les comptes spécifiques en tant qu'actifs et passifs.

La contrepartie fait l'objet d'une constatation en produits, sauf stipulation du testateur/donateur de renforcer les fonds propres de l'entité. L'association recevant très peu de donations, ce changement de réglementation est sans impacts sur les fonds propres.

Pour rappel, l'assemblée générale extraordinaire du 1er juin 2021 avait décidé de modifier l'article 5 des statuts de l'association Relief International-France afin d'ajouter expressément en tant que ressources les fonds récoltés lors des appels à la générosité du public.

Il n'a pas été constaté de produits relatifs aux legs et donations au cours de l'exercice 2024.

La collecte de dons manuels est comptabilisée à l'encaissement et se porte, pour l'exercice clos au 31/12/2024, à 11 157 €. Elle est totalement utilisée sur l'exercice et ne fait pas l'objet de reports en fonds dédiés.

3.3. CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Les contributions financières sont des financements attribués par des bailleurs institutionnels d'origine publique et privée, principalement à l'étranger, et destinées à financer la mise en œuvre des missions sociales de l'association. Un accord de financement est établi entre l'association et le bailleur de fonds, qui définit la période de référence (début et fin d'exécution), les activités financées, et détaille les engagements réciproques.

Le principal bailleur de fonds de Relief International France est la Communauté Européenne, et plus particulièrement ECHO (European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations). Conformément au règlement ANC 2018-06, les contributions financières sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits. La fraction d'une contribution pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits constatés d'avance ».

3.4. POLITIQUE DE CHANGE

Dans le respect des normes comptables françaises, la politique de change appliquée depuis le 1^{er} janvier 2020 se déroule en trois étapes :

- Comptes de bilan (actifs et passifs) hors fonds propres : conversion des soldes présentés à la date de clôture dans la devise de la transaction au cours de change publiée à date par la Banque Centrale Européenne (les comptes bancaires en euros sont maintenus à leur valeur nominale) ;
- Fonds propres : maintien du cours historique ;
- Compte de résultats (produits et charges) : réévaluation en Euros en utilisant le taux moyen de change de la devise d'enregistrement ou devise originale à date de comptabilisation dans les résultats de la période. Les taux moyens peuvent être pondérés par le volume des transactions en devises effectuées pour les opérations au cours de la période comptable.

L'association présente, au 31/12/2024, des dettes et créances en devises. Les créances correspondent aux soldes restant à encaisser au titre des contrats de financements libellés dans une devise autre que l'Euro, et aux en-cours de comptes courants inter-compagnies de l'Alliance RI. Les dettes correspondent aux en-cours de comptes courants inter-compagnies de l'Alliance RI uniquement.

Avant la comptabilisation des écarts de change actifs et passifs à la clôture, le solde des créances en devises figurant au bilan correspond au montant en devise du contrat, converti en Euros au taux de change déterminé par l'association à la date du démarrage du contrat, diminué des encaissements reçus et convertis eux-mêmes au taux retenu par l'association à la date de réception.

A la clôture de l'exercice, et conformément à l'article 420-5 du règlement ANC n°2014-03, les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en Euro sur la base du dernier cours de change. L'association utilise le taux de la banque centrale européenne depuis l'exercice clos au 31/12/2020.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date de clôture de l'exercice a pour effet de modifier les montants en Euro précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites dans des comptes transitoires, en attente de régularisation ultérieures :

- A l'actif du bilan pour les différences correspondant à une perte latente (Différence de conversion à l'actif)
- Au passif du bilan pour les différences correspondant à un gain latent (Différence de conversion au passif)

Le montant total des écarts de conversion s'établit à :

- 4 266 € pour les écarts à l'actif
- 0 € pour les écarts au passif

Aucune provision pour risque de change n'est comptabilisée à la clôture, en vertu des accords conventionnels passés au sein de l'Alliance, transférant le risque final de change vers les autres entités du réseau.

Il est précisé que le solde du compte « produits constatés d'avance » relatif aux contrats en devises autres que l'Euro ne constitue pas une dette et ne fait donc pas l'objet d'une réévaluation à la date de clôture.

3.5. PRODUITS A RECEVOIR & PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

La méthode comptable appliquée pour estimer les produits, produits à recevoir et produits constatés d'avance est la suivante :

- Les recettes correspondant aux engagements des financeurs à la date de signature des conventions sont constatées au cours de l'exercice.

- Les recettes non réalisées en fin d'exercice sont enregistrées en produits constatés d'avance afin d'être reportées à l'exercice suivant.
- Le montant des recettes de l'exercice correspond donc aux recettes liées aux dépenses réalisées sur les contrats des financeurs augmentées des coûts indirects prévus aux contrats.

4. INFORMATION COMPLEMENTAIRES – POSTES DU BILAN

4.1. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Il est à noter que les équipements acquis grâce à des financements institutionnels, et lorsqu'ils font l'objet de clauses contractuelles destinées à transférer l'équipement à un partenaire en fin de projet, sont comptabilisés en charges.

Cadre A	Valeur brute début exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Total I			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport	19,598		
Matériel de bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Total II	19,598		
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	395,058		
Total III	395,058		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	414,656		

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Total I				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport			19,598	
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Total II			19,598	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		395,058		
Total III		395,058		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)		395,058	19,598	

4.2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations font l'objet d'une dépréciation pour amortissement selon la méthode dite "linéaire", en fonction des durées suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : 4 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Mobilier : 5 ans

SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur début exercice	Augment. Dotations	Diminutions Sorties/Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Total I				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	19,598			19,598
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Total II	19,598			19,598
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	19,598			19,598

4.3. SUIVI DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	88 073	6 291			94 364
Excédent ou déficit de l'exercice	6 291	-6 291	22 259		22 259
Situation nette	94 364	-	22 259		116 623
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	94 364				116 623

4.4. SUIVI DES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

L'association ne constate pas de fonds dédiés à la date de clôture de l'exercice.

4.5. PROVISIONS

Les provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

La provision pour risques comptabilisée au 31 décembre 2024 correspond à la couverture d'un risque d'inéligibles sur audit en cours.

	Montant début exercice	Augmentatio n Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges	83,000	72,000	75,000	8,000	72,000
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pertes d'emploi					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour charges sur legs et donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
Total II	83,000	72,000	75,000	8,000	72,000
Provisions pour dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	83,000	72,000	75,000	8,000	72,000

4.6. ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

4.6.1. Solde des dettes en Euros

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Au 31/12/2024, les dépréciations des créances clients correspondent au risque d'inéligibilité de certaines dépenses opérationnelles identifiées par l'association.

ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

Cadre A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux				
Autres créances clients, usagers, adhérents				
Reçues sur legs et donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
Total		17,271,702	17,271,702	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre A	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes des legs ou donations					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Produits constatés d'avance					
Total		21,600,371	21,600,371	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

4.6.2. Dettes relatives au personnel salarié de l'association

L'association comptabilise une dette relative aux soldes de congés payés dus à ses salariés.. Cette dette a été évaluée à la clôture 2024, et comptabilisée conformément aux normes comptables

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Montant de la provision brute	61 601	47 599
Montant des cotisations à payer sur la provision brute	36 636	28 537
Total	98 237	76 136

4.7. DETAIL DES RESSOURCES D'EXPLOITATION

Financier	Montant
AICS Italian Agency for Development Cooperation	892 754
D25 Dutch Ministry Of Foreign Affairs	208 067
D27 French Embassy in Iran	274
ECHO Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations	16 849 676
GFFO German Federal Foreign Office	589
GIZ	374 163
Humanity & Inclusion (HI)	85 773
UNICEF United Nations Children's Fund	5 732 149
UNOCHA United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	127 959
TOTAL	24 271 404

4.8. BENEVOLAT ET CONTRIBUTIONS EN NATURE

Le règlement comptable des associations impose de constater au pied du Compte de résultat sous des rubriques spécifiques les contributions volontaires qui ont été inscrites en comptabilité. L'association valorisait précédemment le temps passé par le trésorier et le président de l'association au titre du bénévolat. Il a été décidé qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, dans un souci d'homogénéisation des pratiques au sein de l'alliance Relief International que ce temps ne serait plus suivi.

Les contributions volontaires en nature présentées au compte de résultat concernent la donation de matériel destinés à être distribués aux bénéficiaires de l'association, évalué au cout d'acquisition transmis par le financeur. Une partie de ce stock n'est pas distribué à la date de clôture :

Stock des secours en nature au 31/12/2023	18 636 EUR
Evaluation des secours en nature reçus en 2024	31 132 EUR
- Evaluation des secours en nature distribués en 2024	25 661 EUR
= Stock des secours en nature au 31/12/2024	24 107 EUR

Les stocks de dons en nature sont suivis comptablement. Seuls les dons reçus sont présentés en pied de compte de résultat.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Effectif salarié de l'association

Au 31 décembre 2024, l'association compte 9 salariés permanents.

5.2. Autres achats & charges externes

Les autres achats et charges externes comprennent notamment 11,6 millions d'euros de coût des rémunérations versées aux membres du personnel de l'alliance Relief International au niveau local ou régional, ou aux membres des fonctions support qui travaillent à la mise en œuvre des programmes d'aide de Relief International France dans le monde entier.

5.3. Honoraires de commissaires aux comptes

Les honoraires facturés au titre de l'audit légal des comptes 2024 sont de 30 780 € TTC.

5.4. Rémunération des organes de direction

En conformité avec l'article 20 de la LOI n° 2006-586 du 23 mai 2016 relative au volontariat associatif, l'association doit fournir la rémunération perçue par les dirigeants de l'association : les membres du conseil d'administration de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération en contrepartie de leur mandat.

Il n'y a pas eu de remboursement de frais aux membres du conseil d'administration en 2024.

5.5. Régime fiscal

Relief International France est une association d'intérêt général à but non lucratif, exonérée des impôts commerciaux conformément aux articles 206-1 bis, 200 et 238 bis du Code général des impôts (CGI). Les dons reçus sont déclarés selon l'article 222 bis du même code.

5.6. Engagements donnés : départs à la retraite

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata-temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation
- prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,38 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 29 458 euros.

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés constituent des engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

6. État des avantages et ressources provenant de l'étranger

L'état ci-dessous présente les avantages et ressources perçues de l'étranger au cours de l'exercice 2024, estimés en Euros.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et ressources
Union Européenne (Belgique)	16 849 676
Allemagne	374 752
Agences des Nations Unies (USA)	5 860 108
Italie	892 754
Pays-Bas	208 067

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 4-2 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat est mise à la disposition du public : - au siège de l'association selon les modalités suivantes : sur demande auprès du Directeur général.

7. Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	19 102 112	16 109 907
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	19 102 112	16 109 907

Charges constatées d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation		
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	0	0

8. Produits à recevoir et charges à payer

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		15 612 763
Autres créances	12 958 656	
Valeurs mobilières de placement		
Total	12 958 656	15 612 763

CHARGES A PAYER

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 468	16 202 390
Dettes fiscales et sociales	173 826	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	2 701 022	
Total	2 893 316	16 202 390